



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ N° 17b/2021

signé par
Mme Françoise SOULIMAN, Préfet d'Eure-et-Loir

le 25 janvier 2021

28- Préfecture d'Eure-et-Loir
SG- CCA

Arrêté portant délégation de signature en matière financière au profit de
M. Michel Eric VEGAS DANGLA, Directeur Départemental de la Cohésion
Sociale et de la Protection des Populations d'Eure-et-Loir par intérim.

Place de la République – CS 80537 - 28019 Chartres Cedex – Standard : 02 37 27 72 00

Horaires d'ouverture de la préfecture:

Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 9h00-12h30 / 14h00-16h30 (le vendredi: 16h00)

Pour les modalités de délivrance de titres, consulter www.eure-et-loir.gouv.fr, rubrique "Démarques administratives"



**Délégation de signature en matière financière au profit de M. Michel Eric VEGAS DANGLA,
Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations
d'Eure-et-Loir par intérim**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances modifiée,

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics modifiée,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, notamment, son article 34,

Vu le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 qui modifie le décret de 1962 et fixe les dispositions applicables au recouvrement des créances mentionnées à son article 80,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 et le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 modifié portant création du Centre national pour le développement du sport et la circulaire n° 2007-11 du 03 août 2007 du CNDS concernant la délégation de signature aux délégués adjoints du CNDS et aux personnels des services déconcentrés « jeunesse et sports »,

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret du 4 mars 2020, portant nomination de M. Adrien BAYLE, Secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 6 janvier 2021, portant nomination de Mme Françoise SOULIMAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 2020, nommant M. Michel Eric VEGAS DANGLA, directeur adjoint de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté préfectoral n° 44/2020 en date du 25 août 2020, désignant M. Michel Eric VEGAS DANGLA, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations par intérim,

Vu l'arrêté préfectoral n° 1/2021 en date du 5 janvier 2021, portant délégation de signature en matière financière à M. Michel Eric VEGAS DANGLA, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations par intérim,

Vu l'arrêté n° 2020-12 du 24 décembre 2020 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

Article 1er :

Délégation de signature est donnée à M. Michel Eric VEGAS DANGLA, directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir par intérim pour procéder, en tant qu'unité opérationnelle (UO) à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 des BOP ci après :

Crédits d'intervention :

- BOP 104 : Intégration et accès à la nationalité
- BOP 119 : Concours financier aux collectivités territoriales et à leurs groupements (Dotation politique de la ville)
- BOP 134 : Développement des entreprises et régulations
- BOP 147 : Politique de la ville (CGET)
- BOP 157 : Handicap et dépendance
- BOP 177 : Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables
- BOP 183 : Protection maladie
- BOP 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
- BOP 303 : Immigration et asile
- BOP 304 : Inclusion sociale et protection des personnes

Article 2 :

Cette délégation porte sur les engagements juridiques (à l'exception des BOP 119 et 147) et comptables, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'Etat.

Article 3 :

Toutes les décisions attributives de subventions imputées sur le titre 6 (dépenses d'intervention) de l'ensemble des BOP mentionnés à l'article 1, d'un montant égal ou supérieur à 46 000 euros, sont exclues de la présente délégation.

Article 4 :

Toutes les dépenses imputées sur le titre 5 (investissement) seront soumises au visa préalable de l'autorité préfectorale à la décision d'affectation.

Article 5 :

Sont exclus de cette délégation :

- les ordres de réquisition du comptable public,
- la saisine du Ministère pour obtenir l'autorisation du Ministre chargé du budget,
- le passer outre le refus de visa de l'autorité chargée du contrôle financier déconcentré.

Article 6 :

M. Michel Eric VEGAS DANGLA est par ailleurs autorisé à effectuer les dépenses nécessaires à l'activité de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations sur le BOP 354 (fonctionnement) par le biais de la carte achat qui lui est attribuée, dont la gestion est prise en charge à compter du 1^{er} janvier 2021 par le secrétariat général commun d'Eure-et-Loir.

Article 7 :

En application de l'article 44 du décret du 29 avril 2004 susvisé, M. Michel Eric VEGAS DANGLA peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité par arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 8 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté N°-1/2021 en date du 5 janvier 2021.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le directeur départemental des finances publiques d'Eure-et-Loir et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le **25 JAN. 2021**

Le Préfet d'Eure-et-Loir,


Françoise SOULIMAN